

PARTIE 1 : SCIENCE ECONOMIQUE
Thème 5 : Régulations et déséquilibres macroéconomiques

NOTIONS	INDICATIONS :
Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation)	Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ? En faisant référence aux défaillances de marché étudiées précédemment et à la possibilité de déséquilibres macroéconomiques, on étudiera les fonctions de régulation économique de la puissance publique en insistant sur l'importance du cadre réglementaire dans lequel s'exercent les activités économiques. On présentera brièvement les principaux niveaux d'intervention (notamment européen, national et local).
Prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique.	Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ? On décrira la structure du budget de l'État et de l'ensemble des administrations publiques, en donnant des ordres de grandeur. On insistera sur les notions de production non marchande et de prélèvements obligatoires. On montrera, à l'aide d'exemples (fiscalité écologique, crédit d'impôt pour les aides à domicile ou pour les dons aux associations, etc.) qu'en changeant les prix relatifs ou les rémunérations nettes, les impôts et taxes modifient les incitations des agents.
Demande globale, inflation, chômage, déséquilibre extérieur, politique budgétaire, politique monétaire	Quelles politiques conjoncturelles ? On présentera les principaux déséquilibres macroéconomiques et leurs instruments de mesure. On montrera comment ils sont liés à la dynamique de la demande globale. En s'appuyant sur les développements du point 5.2, on montrera comment les pouvoirs publics peuvent utiliser la politique budgétaire pour agir sur les déséquilibres. En se référant au point 4.3, on présentera également les moyens d'action des banques centrales (notamment la Banque centrale européenne) et leur rôle dans la régulation conjoncturelle de l'activité économique.

Introduction

1- L'évolution des fonctions de l'Etat

Pendant très longtemps l'Etat a eu pour fonction principale d'assurer le maintien de l'ordre dans la nation, et tout particulièrement de veiller au respect du droit de propriété privée. Cette fonction revenait à doter la puissance publique de moyens lui permettant d'avoir une police, une justice (ordre intérieur) et une défense nationale (ordre extérieur). Il en résultait que le budget de l'Etat était composé des dépenses liées à ces fonctions et des recettes procurées principalement par l'impôt, destinées à les financer. Ainsi, que d'assurer la production des biens par essence " collectifs ".

Il s'agit là d'une conception libérale de l'Etat, qu'ont défendu des économistes dits classiques comme A. Smith (1723-1790) ou J. B. Say (1762-1832) ou des économistes dits néo-classiques comme L. Walras (1834-1910) ou encore V. Pareto (1848-1923). Par ailleurs, pour ces économistes, la satisfaction des besoins individuels passant normalement par les mécanismes du marché, l'Etat doit se contenter de garantir que chacun respectera les règles du jeu du marché et dans le cas contraire, disposer des moyens de sanctionner ceux qui y contreviendraient. En d'autres termes, il doit se limiter à un rôle d'" Etat-Gendarme ". En finalité pour ces auteurs le marché à plusieurs vertus comme de conduire à une allocation optimale des ressources ainsi qu'à assurer une répartition équitable de celles-ci selon le principe « à chacun selon ses mérites ».

Bien entendu, au cours de l'histoire ces principes édictés par l'économie libérale ont été fréquemment l'objet d'entorses plus ou moins importantes qui amènent à penser que finalement l'Etat-Gendarme fût de tout temps moins une réalité qu'un idéal théorique.

D'après B. Magliulo, Cahiers Français, *La documentation française*, mai-juin 1984

Formulation d'hypothèses : *D'après vous, qu'est-ce qui justifie l'intervention de l'Etat dans l'économie ? Dans quel domaine ? A quel niveau se fait-elle (nation, Europe, département, commune ?)*

→

.....

.....

.....

.....

.....

A. La puissance publique peut agir sur la production

La **puissance publique** correspond à l'ensemble des acteurs publics chargés d'organiser des activités pour la collectivité : organismes supranationaux (BCE, ...), nationaux (ministères, direction de la répression des fraudes, caisses d'assurance maladie ...) ou locaux (conseils généraux, régionaux, mairies).

1) L'Etat produit des biens et services

→ Document 3 p.141. Répondre aux questions proposées.

2) L'Etat peut orienter le comportement des acteurs

2- Le crédit Impôt Recherche

→ Voir Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=liiW3rMb_UA

Q1 Pourquoi la puissance publique favorise-t-elle la recherche et l'innovation ?

Q2 Comment s'y prend-elle ?

Q3 Ce dispositif semble-t-il efficace ?

Bilan

A partir des réflexions menées précédemment, complétez le tableau suivant en précisant à quel niveau se trouve l'action de la puissance publique (national, local ou européen) et par quel moyen elle a agi (production ou réglementation).

Fonction d'allocation des ressources	Niveau d'action	Modalité d'action
Ex. 1 :		
Ex. 2 :		
Ex. 3 :		
Ex. 4 :		

→ **Fonction d'allocation** : fonction de l'Etat consistant à lutter contre les effets négatifs du marché et à produire des services qui ne pourraient pas l'être par des producteurs privés.

B. La puissance publique peut agir sur la répartition des richesses

1) En réglementant les rémunérations

3- Le salaire interprofessionnel de croissance (SMIC)

Dans une affaire, une employée de vestiaire saisit les juges pour obtenir un rappel de salaire. La salariée estime que l'employeur n'a pas respecté son obligation légale de paiement du SMIC. Elle demande la différence entre le salaire perçu et le SMIC ainsi que des dommages et intérêts.

[...] Les juges constatent que le manquement de l'employeur à son obligation de paiement d'une rémunération au moins égale au salaire minimum de croissance cause nécessairement un préjudice au salarié dont il appartient au juge d'apprécier le montant. [...] La salariée qui avait perçu moins que le SMIC a donc obtenu un rappel de salaire et des dommages et intérêts.

Ce qu'il faut retenir : Aucun salaire ne peut descendre en dessous du salaire minimum de croissance (SMIC) ou du minimum prévu par la convention collective s'il est supérieur. Le SMIC est fixé chaque année par décret, il prend effet au 1er janvier.

Source : <http://www.juritravail.com/Actualite/smic/Id/9031>

Q1 Qui fixe le SMIC ?

Q2 Pourquoi l'existence du SMIC influence-t-elle la répartition des revenus ?

Q3 Pourquoi les pouvoirs publics ont-ils instauré le SMIC ?

2) En mettant en œuvre une redistribution

4- Impôt sur le revenu, un impôt progressif

Tranches d'imposition 2016

Voici les tranches d'imposition 2016 tel que le prévoit le nouveau barème d'impôt sur le revenu.

Revenu annuel	Taux d'imposition de la tranche
• Jusqu'à 9 700	0%
• de 9 700 à 26 791	14,00%
• de 26 791 à 71 826	30,00%
• de 71 826 à 152 108	41,00%
• au-delà de 152 108	45%

<http://droit-finances.commentcamarche.net/faq/20228-bareme-2016-de-l-impot-sur-le-revenu#bareme-2016>

L'imposition par tranche conduit à calculer le montant de l'impôt pour chacune des tranches de revenu. Le taux d'imposition est donc identique pour tous les contribuables dans chaque tranche. Par mesure de simplification, les calculs seront réalisés pour un ménage d'une seule personne.

- Q1 Calculez votre impôt si vos revenus annuels s'élèvent à 4500 euros, 18000 euros, 80000 euros.
 Q2 En quoi le principe de progressivité de l'impôt sur le revenu relève-t-il de la redistribution des revenus ?
 Q3 Pourquoi l'Etat a-t-il mis en place ce dispositif ?

5- Allocation de rentrée scolaire en 2016

Pour la rentrée 2017, l'Ars peut être versée pour chaque enfant scolarisé né entre le 16 septembre 1999 et le 31 décembre 2011 inclus, et pour chaque enfant plus jeune déjà inscrit en CP.

Vos ressources de l'année 2015 ne doivent pas dépasser :

Plafonds de ressources 2015, en fonction de la situation familiale au juillet 2017	
Nombre d'enfants à charge	Plafond
1	24 404 €
2	30 036 €
3	35 668 €
Par enfant en plus	5632 €

Montant à la rentrée 2017

Le montant de l'Ars dépend de l'âge de l'enfant.

Montants	
Âge	Montant
6-10 ans (1)	364,09 €
11-14 ans (2)	384,17 €
15-18 ans (3)	397,49 €

- Q1 Comment expliquez-vous la hausse de l'ARS avec l'âge des enfants ?
 Q2 Comment la puissance publique a-t-elle modifié ici la répartition des revenus ?

Bilan :

A partir des réflexions menées précédemment, complétez le tableau suivant en précisant à quel niveau se trouve l'action de la puissance publique (national, local ou européen) et par quel moyen elle agit (redistribution ou réglementation).

Fonction de répartition des ressources	Niveau d'action	Modalité d'action
Ex. 1 :		
Ex. 2 :		
Ex. 3 :		
Ex. 4 :		

Fonction de répartition : fonction de l'Etat consistant à redistribuer des revenus à travers des prélèvements et des prestations sociales

C. La puissance publique mène des politiques économiques face aux déséquilibres macroéconomiques

1) Les principaux déséquilibres macroéconomiques

6- De quoi dépend la demande globale ?

Dans une économie ouverte, elle [dépend] du niveau des exportations, c'est-à-dire de la demande extérieure et donc de l'évolution des revenus et de l'activité dans le reste du monde. Mais pour la plupart des pays développés, le moteur principal de l'activité est la demande intérieure des ménages pour les biens de consommation ou la construction de logements. Cette demande des ménages dépend sur-tout de leur revenu courant et de leurs anticipations quant à la stabilité future de leur emploi et de leurs revenus. Vient ensuite l'investissement des entreprises. Là encore la demande s'explique d'abord par les prévisions. Les taux d'intérêt influencent aussi l'investissement. Les dépenses publiques contribuent à la demande de biens privés par le biais des investissements publics. Par exemple, la construction d'un hôpital gonfle les carnets de commandes des entreprises dans le bâtiment, l'ameublement, l'équipement médical, etc. [...]

La demande des ménages et des entreprises dépend toujours de leurs anticipations à propos des affaires en cours, des ventes futures, des salaires, du risque de chômage... Le niveau de la demande globale est très sensible à la confiance des décideurs dans l'état actuel et futur de l'économie. [...] La psychologie des acteurs joue un rôle essentiel. Les employeurs ajustent le volume de l'emploi à leur carnet de commandes. Si, au contraire, la demande est trop forte [...] par rapport aux capacités de production, [elle entraîne une hausse générale des prix, c'est la surchauffe et l'inflation. »

Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde, © Éditions du Seuil, 2014.

Q1 Définissez demande extérieure et demande intérieure.

Q2 Quels sont les éléments qui constituent la demande globale ? Écrivez-la sous la forme d'une équation.

Q3 De quoi dépendent la demande des ménages et l'investissement des entreprises ?

Q4 Montrez comment peuvent apparaître le chômage et l'inflation

7- Le recul du déficit extérieur

Le gouvernement n'a pas vraiment claironné la bonne nouvelle : le déficit commercial [français] a reculé de 6 milliards d'euros en 2013, à 61,2 milliards. Et pour cause : bien que notable, cette réduction de 9 % du déficit n'est pas le fruit d'un regain de la compétitivité française, mais d'une baisse des importations (- 2,3 %) plus forte que des exportations (-1,3 %). Le commerce extérieur subit les effets de la contraction de la demande intérieure en France et partout en Europe. Le repli du déficit extérieur traduit aussi la réduction de la facture énergétique de 3,5 milliards d'euros. [...] Pas étonnant, dans ce contexte, que le débat sur l'euro fort resurgisse. [..] Reste que la perte de la compétitivité n'est pas seulement une question de taux de change. Les exportateurs français peinent à se positionner, ne proposant ni des produits à forte valeur ajoutée, comme les allemands, ni des produits manufacturés à bas prix.

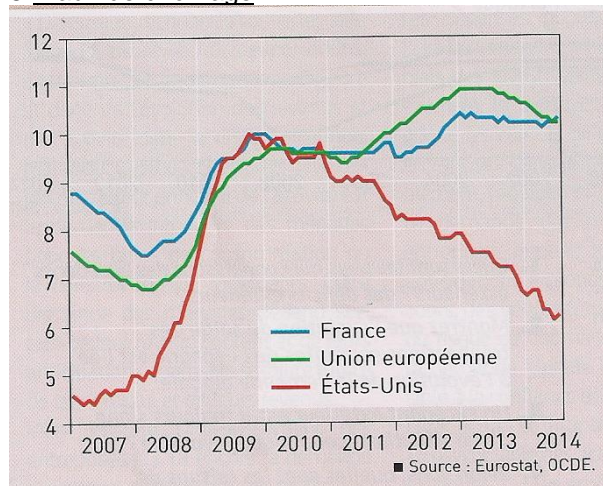
Sarah Cestau, Sandra Moatti, « Une fausse bonne nouvelle », Alternatives, n° 333, mars 2014.

Q1 Quels facteurs réduisent le déficit extérieur ?

Q2 Quel est l'effet des variations de taux de change ?

Q3 Pourquoi les produits français manquent-ils souvent de compétitivité sur les marchés étrangers ?

8- Taux de chômage



Remarque : le recul du chômage aux États-Unis est dû en partie à la reprise de l'activité économique et au retrait du marché du travail des chômeurs découragés.

Q1 Présentez le graphique.

Q2 Pourquoi le chômage a-t-il augmenté en 2008 ?

Q3 Comparez l'évolution du chômage aux États-Unis et en Europe à partir de 2011.

9- Les causes du chômage

Une première situation résulte d'une insuffisance de demande solvable (ou, en d'autres termes, d'un niveau des prix trop élevé par rapport au revenu des ménages). Face à une demande faible, les entreprises réduisent leur emploi, et le chômage qui en résulte entretient lui-même en retour la pénurie de débouchés. C'est la situation de chômage keynésien.

Une seconde situation possible est celle où les entreprises, étant donné un niveau de salaire réel, fixent un niveau de production inférieur à celui que les ménages seraient prêts à consommer, et en même temps un niveau d'emploi inférieur au plein-emploi. Cette situation, résultant d'un salaire réel trop élevé, est celle du chômage classique. Dans ce second cas de figure, les ménages souffrent du chômage du fait que les entreprises butent non pas sur une contrainte de débouchés, comme dans la situation keynésienne, mais sur une contrainte de rentabilité.

Cette typologie a l'intérêt de distinguer, au niveau macroéconomique, différentes situations de chômage appelant différentes politiques. Ainsi, en France, suite au premier choc pétrolier, c'est bien le chômage classique qui semble dominer. Au milieu des années 1990, au contraire, la part de chômage keynésien semble importante.

Jérôme Gautié, *Le Chômage, La Découverte*, 2009.

1. Les entreprises prennent en compte l'ensemble du coût salarial : salaires perçus par les salariés plus les cotisations sociales.

Note: Les causes du chômage sont nombreuses. Il peut résulter aussi de facteurs structurels comme le progrès technique, lorsque les gains de productivité permettent de produire plus avec moins de main-d'œuvre. De l'inadéquation des qualifications des chômeurs avec celles recherchées par les entreprises ou encore des modalités de formation des salaires.

Q1 Faites un schéma d'implication pour expliquer les causes du chômage keynésien puis un schéma sur les causes du chômage classique.

Q2 Expliquez ce paradoxe : des salaires trop élevés peuvent expliquer le chômage mais des salaires trop faibles aussi.

Q3 Quel est l'impact du chômage sur a. les revenus des chômeurs ? b. sur l'évolution des salaires, c. sur la consommation des ménages et sur la demande globale ?

→ Documents 3 et 4 p.161. Répondre aux questions proposées.

2) Quelle politique budgétaire ?

→ Documents 2 et 3 p.145. Répondre aux questions proposées.

→ Documents 1, 2, 3, 4 et 5 p.148-149. Répondre aux questions proposées.

3) La politique monétaire

10- Politique monétaire et demande globale

Les autorités monétaires cherchent à contrôler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie [...] en faisant varier le taux des opérations de refinancement auprès de la banque centrale.

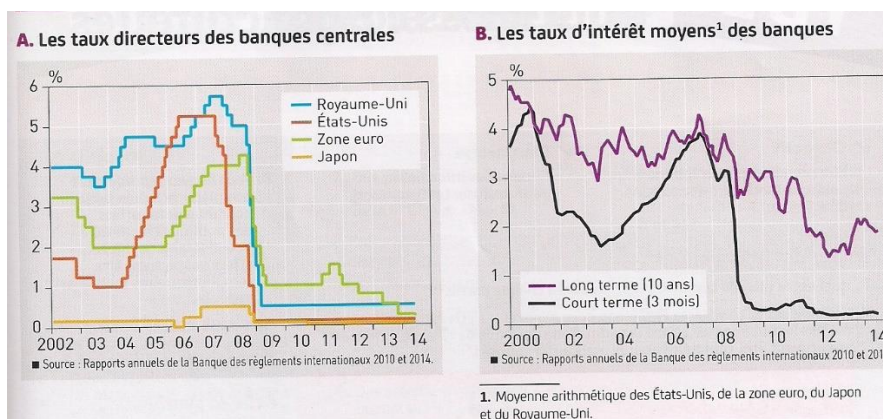
Si le taux d'intérêt réel baisse, les ménages réduiront leur épargne et consommeront davantage, tandis que les entreprises investiront davantage. La hausse de la demande globale relancera alors la croissance. En faisant payer aux banques leur argent plus ou moins cher, la banque centrale espère que celles-ci répercuteront cette variation de coût sur celui qu'elles facturent à leurs clients emprunteurs: si, par exemple, le coût du refinancement baisse, le coût du crédit devrait normalement baisser aussi, ce qui aboutit à plus de crédits distribués et plus de monnaie en circulation dans l'économie, on peut en attendre que les ménages et les entreprises [...] investissent davantage.

Une baisse du taux à court terme réduit l'attrait des placements ou dépôts en euros des investisseurs étrangers ; donc l'euro est moins demandé sur le marché des changes, donc son cours baisse, donc la compétitivité des produits nationaux s'améliore tandis que le prix des importations s'accroît et de fait, le solde extérieur s'améliore et contribue à la hausse du revenu global.

Jézabel Couppey-Soubeyran, *Monnaies, banques, finance*, PUF, 2012.

Q1 Pourquoi la banque centrale cherche-t-elle à agir sur le comportement des banques de second rang (rappel) ?

Q2 Construisez un schéma résumant les enchaînements présentés dans le texte.



Q1 Pourquoi les taux directeurs des banques centrales baissent-ils à partir de 2007-2008 ?

Q2 Quel est l'effet attendu sur les taux d'intérêt pratiqués par les banques ?

Bilan :

A partir des réflexions menées précédemment, complétez le tableau suivant en précisant à quel niveau se trouve l'action de la puissance publique (national, local ou européen) et par quel moyen elle agit.

Fonction de stabilisation	Niveau d'action	Modalité d'action
<i>Ex. 1 :</i>		
<i>Ex. 2 :</i>		
<i>Ex. 3 :</i>		
<i>Ex. 4 :</i>		

✓ **Objectif**

Comprendre les interactions entre politique monétaire et politique budgétaire.

✓ **Démarche**

Classer des informations pour analyser un texte long.

Traiter des informations

1. Quel est le plan du texte ? Donnez un titre à chaque partie.
2. Reproduisez et complétez le tableau pour montrer les effets des politiques monétaire et budgétaire dans le cadre d'une politique de relance, effets qui peuvent être complémentaires mais aussi opposés.

Effets sur	Les taux d'intérêt	L'investissement	Les exportations	Les importations	La demande globale
Politique budgétaire					
Politique monétaire					

3. Vous pouvez reproduire et compléter le même tableau pour étudier les effets des politiques monétaire et budgétaire de rigueur, effets qui peuvent être complémentaires mais aussi opposés.
4. À quelle vitesse agissent les politiques monétaire et budgétaire sur l'économie ?

Faire la synthèse

5. Quelles mesures doivent prendre simultanément le gouvernement et la Banque centrale pour favoriser la relance de l'activité économique ? pour freiner l'inflation ?

Doc Les interactions entre politique monétaire et politique budgétaire

« La politique budgétaire et la politique monétaire peuvent être utilisées l'une et l'autre pour accroître la demande globale et le produit à court terme [ou] ralentir la demande globale en cas de menaces inflationnistes. Toutefois l'influence de ces deux politiques ne se limite pas à la seule demande globale. Du fait qu'elles n'ont pas le même impact sur l'investissement, leurs effets sur l'économie à long terme peuvent être différents. Une politique monétaire expansionniste diminue le taux d'intérêt réel et stimule de la sorte l'investissement. Au contraire, une politique budgétaire expansionniste diminue l'épargne du pays concerné, fait monter le taux d'intérêt réel et, pour cette dernière raison, fait baisser l'investissement. Le recours à la politique budgétaire pour stimuler l'économie peut réduire l'investissement et donc avoir des effets néfastes sur le niveau du produit potentiel¹ dans le futur. La politique monétaire et la politique budgétaire diffèrent également par leur impact sur les exportations et les importations. Une expansion moné-

taire, dans la mesure où elle implique une baisse des taux d'intérêt, aura aussi tendance à provoquer une dépréciation de la monnaie du pays concerné car la baisse des rendements internes incitera les investisseurs étrangers à rechercher des taux plus élevés ailleurs. Une dépréciation du change fait baisser les importations (en renchérissant les biens étrangers) et augmente les exportations. Au contraire, une expansion budgétaire, parce qu'elle fait monter les taux d'intérêt, tend à provoquer une appréciation de la monnaie du pays concerné. Les exportations baissent parce que les biens étrangers deviennent moins chers. [...] La politique monétaire et la politique budgétaire diffèrent également par la vitesse avec laquelle les mesures agissent sur l'économie. La politique monétaire stimule l'économie en abaissant les taux d'intérêt. [...] Il peut se passer un certain temps entre le moment où les entreprises constatent une baisse du taux d'intérêt réel, celui où elles décident de faire un nouvel investissement et celui où le secteur

des biens de capital finit de produire les nouveaux biens commandés. [...] De façon générale, il faut compter un minimum de six mois avant que les effets de la politique monétaire sur le produit se matérialisent. Au contraire, une augmentation des acquisitions publiques a un effet direct et immédiat sur les dépenses globales. »

■ J. Stiglitz, C. Walsh, J.-D. Lafay, *Principes d'économie moderne*, De Boeck, 2007.

1. Produit potentiel : niveau du PIB atteint en utilisant de manière efficiente les facteurs de production.

DÉFINITION

Policy Mix ou politique mixte :

« La politique mixte est une politique économique qui combine les instruments de la politique monétaire et de la politique budgétaire : par exemple, une politique budgétaire expansive lutte contre l'inflation par une politique monétaire restrictive. »

■ *Dictionnaire de Science économique*, Armand Colin, 2012.

✓ **Objectif**

Comprendre les politiques conjoncturelles en Europe.

✓ **Démarche**

Utiliser ses connaissances pour exploiter des documents.

Comprendre un texte en utilisant ses connaissances

1. Doc. 1 Quelles sont les mesures prises par la BCE en septembre 2014?

2. Que peut-on attendre de la baisse des taux directeurs de la BCE? (voir Chap. 5)

Analyser et croiser des informations

3. Comment a évolué le poids de la dette publique par rapport au PIB? Pour quelles raisons (**doc. 2**)?

4. Que signifie « restriction budgétaire »? (**doc. 3**)

Pourquoi cette politique a-t-elle été mise en place? Pourquoi est-elle intervenue « trop tôt » (**doc. 2 et 3**)?

5. Quelles sont les contraintes européennes sur le ratio dettes publiques/PIB?

6. Quels sont les risques à long terme des politiques d'austérité?

Doc 1 La BCE assouplit la politique monétaire

« [Le 4 septembre 2014] Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, [...] a annoncé une nouvelle salve de mesures pour soutenir la croissance vacillante de la zone euro et enrayer le risque de déflation. À commencer par une baisse du taux directeur, de 0,15 % à 0,05 % [...] ce qui devrait inciter les banques à prêter [...] à l'économie. Surtout : l'institution va lancer, en octobre, un programme [...] pour relancer le crédit aux PME. [...] L'euro est tombé sous la barre symbolique de 1,30 \$, son plus bas niveau depuis juillet 2013. [...] Cette stratégie [...] devrait pousser la monnaie unique plus loin encore sous la barre de 1,30 dollar d'ici la fin de l'année ce qui soutiendrait les exportations des pays membres. En somme, la BCE a désormais déployé presque tout l'arsenal dont elle dispose pour relancer l'économie [...]. À part l'achat de dette publique, auquel les Allemands restent réticents, il ne reste aucune arme à l'institution [...]. M. Draghi a d'ailleurs rappelé que la BCE ne pourra pas à elle seule, relancer l'économie. "Il faut des politiques budgétaires" [...] a-t-il lancé. »

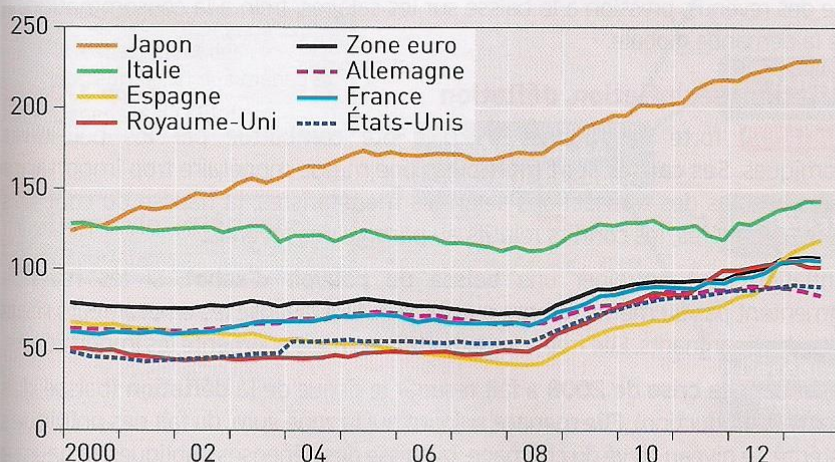
■ Marie Charrel, « La BCE frappe fort pour ranimer l'économie », *Le Monde*, 6 septembre 2014.

Doc 3 Quelle policy mix?

« La politique monétaire seule ne sera pas suffisante pour sortir du marasme dans lequel la zone euro est engluée. En effet, la restriction budgétaire est intervenue trop tôt dans le cycle alors que les PIB de la zone euro progressaient tout juste à nouveau [...]. Les pressions à la baisse sur les salaires et la désinflation qui en est résultée, en raison d'un taux de chômage élevé, doivent aussi être combattues par une politique de relance. Il faudrait que la Commission européenne accepte un retour des ratios dette brute/PIB plus lente pour éviter la quasi-stagnation qui nous attend [...]. En effet, l'amélioration des comptes publics a en partie reposé sur la réduction des investissements publics (notamment en Espagne, en Italie ou au Portugal). Or, un sous-investissement chronique risque de grever la croissance potentielle* des prochaines années. C'est pourquoi une relance de la croissance au niveau européen via des investissements liés à la transition énergétique serait particulièrement bienvenue. »

■ OFCE, *op. cit.*

Doc 2 Les dettes des États en % du PIB



■ Source : OFCE sous la direction de Xavier Timbeau, « Banques centrales, dernier rempart contre la déflation, Perspectives 2014-2015 », *Analyses et prévisions*, n° 135, OFCE 2014.

* Croissance potentielle: croissance qui résulterait d'une utilisation efficace (qui permet d'atteindre l'objectif au moindre coût) des facteurs de production.